

Du développementisme classique au nouveau développementisme

Éric Berr et Luiz Carlos Bresser-Pereira

Chapitre 22 de *L'Économie Post-Keynésienne : Histoire, Théories et Politiques*, sous la direction de Eric Berr (Université de Bordeaux), Virginie Monvoisin (Grenoble école de management) et Jean-François Ponsot (Université Pierre Mendès France de Grenoble. Paris : Seuil, 2018 : 413-426.

Si les questions de croissance et de développement avaient retenu l'attention des économistes classiques depuis A. Smith, l'économie du développement fait vraiment son apparition comme nouvelle branche de la science économique après la seconde guerre mondiale. C'est en effet à ce moment là que s'ouvre une nouvelle ère, marquée par l'avènement d'un nouvel ordre économique mondial avec la création des institutions de Bretton Woods – le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale – et d'une nouvelle donne géopolitique avec la guerre froide. Dans les années 1950 et 1960, de nombreux pays accèdent à l'indépendance en Afrique et en Asie. On assiste ainsi à l'émergence du tiers-monde, ce qui explique le regain d'intérêt pour l'étude des économies en développement.

Keynes n'a jamais porté un grand intérêt à ce que l'on appellera plus tard les pays de la périphérie. Kalecki, tant au sein des Nations Unies – entre 1946 et 1954 – qu'après son retour en Pologne, n'a cessé au contraire de s'intéresser aux économies des pays en développement (PED), qu'il qualifiait de « régimes intermédiaires » (Kalecki, 1964)¹. Avec les autres « pionniers » du développement², il est à l'origine d'une approche « développementiste » trouvant ses racines dans l'économie classique de Smith et de Marx, la macroéconomie keynésienne et la théorie structuraliste latino-américaine issue des travaux de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) dirigée par R. Prebisch.

¹ Le volume V de ses *Collected Works* est entièrement consacré aux économies en développement. Voir Osiatynski (1993).

² Outre Michal Kalecki, les principaux « pionniers » du développement sont Paul Rosenstein-Rodan, Arthur Lewis, Ragnar Nurkse, Raúl Prebisch, Hans Singer, Gunnar Myrdal, Celso Furtado, Albert Hirschmann et François Perroux. Voir Meier et Seers (1988).

Ce développementisme « classique », dominant dans les années 1950 et 1960, s'appuie sur des stratégies nationales de développement et propose des alternatives plus ou moins radicales à l'approche néo-classique³.

La vague conservatrice qui prend forme dans les années 1970 va fragiliser ces approches hétérodoxes. En effet, l'éclatement du système de Bretton-Woods ouvre la voie de la libéralisation financière tandis que le ralentissement économique condamne les politiques keynésiennes. L'heure est à l'application des recettes monétaristes qui sont à la base de la contre révolution néo-libérale qui s'intensifie après le déclenchement de la crise de la dette en 1982. Le « consensus de Washington » (Williamson, 1990) s'impose alors aux PED en même temps qu'il entraîne un changement complet dans la façon d'appréhender la question du développement. En effet, alors que les approches développementistes voyaient le sous-développement comme un problème global qui devait être traité nationalement, en fonction des spécificités propres à chaque pays, les néo-libéraux vont renverser la proposition au début des années 1980. Pour eux, les problèmes viennent de pays qui ont fait de mauvais choix, qui se sont écartés de la voie devant leur permettre de rattraper leur retard. Dès lors, seule une réponse globale — le consensus de Washington — est en mesure de remettre les PED dans le droit chemin.

Une trentaine d'années se sont écoulées et l'approche néo-libérale du développement, loin d'avoir pansé les maux des PED, a participé à l'accroissement des inégalités (internes et internationales) et a été à l'origine d'une instabilité économique croissante causant de nombreuses crises et précarisant toujours plus les populations les plus fragiles. Tandis qu'elle n'a pu réaliser l'objectif de satisfaction des besoins humains essentiels, cette approche a engendré une multiplication des désastres écologiques en raison d'un fonctionnement de l'économie mondiale orienté prioritairement vers l'accumulation au moyen d'un productivisme de plus en plus prédateur. L'échec du consensus de Washington et de ses prolongements, qui fondent

³ Les structuralistes (Prebisch, 1950 ; Singer, 1950) adoptent une approche « réformiste » reposant sur des projets de développement autocentrés basés sur les stratégies de substitution aux importations. Dans les années 1960 et 1970, le mouvement tiers-mondiste va tirer le bilan du relatif échec de ces expériences et avancer l'idée que le sous-développement est la conséquence de la domination des pays capitalistes développés sur les pays du tiers-monde, ce qui rend tout rattrapage impossible. C'est à cette période que s'affirment les approches développementistes « radicales » telles les théories de la dépendance, (Furtado, 1970 ; Cardoso et Faletto, 1978 ; Frank, 1969) ou les théories néo-marxistes de l'échange inégal (Emmanuel, 1969), fondées sur une analyse centre-périphérie. Ces approches latino-américaines du développement ont en commun de mettre au cœur de l'analyse les aspects politiques du développement et les rapports de force qui en découlent.

ce que Bresser-Pereira nomme l'« orthodoxie libérale »⁴, est aujourd'hui très bien documenté (Berr et Combarous, 2005, 2007a ; Bresser-Pereira, 2004 ; Bresser-Pereira et Varela, 2004).

À partir des années 2000, prenant acte de cet échec, les travaux néo-développementistes (Bresser-Pereira, 2009a ; Bresser-Pereira, Oreiro et Marconi, 2014) vont renouer avec les perspectives structuralistes et dépendantistes latino-américaines tout en proposant de dépasser leurs limites. Ainsi, ce nouveau développementisme entend renouveler le développementisme classique en s'appuyant notamment sur la macroéconomie post keynésienne. Nous verrons alors quelles sont les bases communes au développementisme classique et au nouveau développementisme ainsi que l'influence qu'a pu avoir le premier sur le second (1) pour ensuite mettre en évidence l'originalité et les apports du nouveau développementisme (2).

1. Les racines du développementisme

Le développementisme classique – qui rassemble les approches structuralistes et les théories de la dépendance basées sur l'expérience des pays d'Amérique latine – et le nouveau développementisme accordent une place centrale à l'État-nation en tant que concepteur et promoteur d'une stratégie nationale de développement (1.1) dont les racines macroéconomiques sont communes et s'opposent clairement à l'approche néo-classique (1.2).

1.1. La recherche d'une stratégie nationale de développement

L'histoire nous enseigne que le développement économique suppose une stratégie nationale de développement, que l'on peut définir comme :

« une stratégie de compétition internationale ; c'est une action économique concertée, orientée vers la croissance économique et ayant la nation comme acteur collectif et l'État comme instrument fondamental de l'action collective » (Bresser-Pereira, 2009a, p.55).

⁴ Bresser-Pereira (2009a, p.72) a tout d'abord utilisé l'expression « orthodoxie conventionnelle » avant de lui préférer aujourd'hui « orthodoxie libérale » qui exprime mieux le fait que le développementisme s'oppose au libéralisme économique.

Dans ce cadre, il est nécessaire que les classes sociales mettent de côté leurs conflits internes et coopèrent face à la concurrence économique internationale. C'est bien l'idée défendue par les structuralistes qui se focalisent sur l'exploitation des nations périphériques par les pays du centre, à partir d'une interprétation impérialiste des rapports Nord-Sud. Une telle stratégie suppose l'existence d'une nation et donc d'un accord national engageant des industriels, des travailleurs et la bureaucratie d'État. La réussite d'une telle stratégie requiert donc l'avènement d'une élite industrielle encourageant l'innovation et l'accumulation du capital et instaurant une priorité claire en faveur des intérêts nationaux. Elle requiert aussi une bonne cohésion afin que la rivalité entre groupes sociaux ne prime pas sur leur nécessaire collaboration. En effet, les stratégies nationales de développement auront d'autant plus de chance d'être efficaces que les nations seront plus autonomes et que le degré de cohésion sera élevé. L'expérience montre que ces conditions ont été mieux réunies en Asie, où les élites ont une fibre nationale plus exacerbée, qu'en Amérique latine, où elles se considèrent plus comme « européennes » et donc moins préoccupées par les enjeux nationaux. Elles n'ont pas été réalisées en Afrique où la domination extérieure est plus importante et, plus généralement, lorsque les pays dominants arrivent à persuader les élites locales de suivre leurs recommandations en matière de politique économique.

L'approche par la dépendance se démarque de l'analyse structuraliste sur deux points. Tout d'abord, si elle reconnaît que la cause du retard des PED s'explique en partie par l'exploitation exercée par les pays du centre, elle insiste sur le fait que les élites locales – industrielles notamment – ont une responsabilité dans la perpétuation du sous-développement, en ce sens qu'elles n'agissent pas au nom d'intérêts nationaux mais se comportent comme les relais de l'impérialisme du centre. Ensuite, tandis que les structuralistes mettent l'accent sur l'exploitation nationale, l'approche par la dépendance se focalise beaucoup plus sur l'exploitation des classes sociales. Trois variantes de cette approche peuvent-être mentionnées.

À partir d'une approche basée sur l'exploitation, Frank (1969) montre qu'une telle situation de dépendance des élites locales vis-à-vis des élites des pays riches ne peut conduire qu'au développement du sous-développement et empêche toute possibilité de développement national dans le cadre du capitalisme. S'ils ne peuvent compter sur leurs élites, les travailleurs des PED n'ont d'autre choix que de lutter pour la révolution socialiste.

Cardoso et Faletto (1978) montrent, à partir d'une variante que l'on peut qualifier d'« associée-dépendante » (Bresser-Pereira, 2009b), que les classes sociales se combattent, ce qui ne permet pas de voir émerger une classe de capitalistes défendant les intérêts nationaux mais s'alliant plutôt avec le capital international, conduisant ainsi à une concentration des revenus au détriment des travailleurs et au recours à l'épargne étrangère pour financer la croissance.

Bresser-Pereira (2009b), à partir des travaux de C. Furtado et O. Sunkel, propose une interprétation « nationale-dépendante » au sein de laquelle la classe capitaliste est composée d'un groupe mercantile et financier associé aux pays riches et d'une bourgeoisie industrielle partagée entre son désir de bâtir une industrie nationale, aidée en cela par les politiques publiques de l'État-nation, et la tentation de s'allier avec les élites financières des pays riches. Dans ce cadre, le développement est possible à chaque fois que les élites sont guidées par l'intérêt national plutôt que par la soumission aux pressions des pays du centre impérialiste.

Ces approches, définies entre les années 1950 et 1970, fournissent les bases du développementisme classique. Le nouveau développementisme, qui apparaît dans les années 2000 et se construit comme une alternative au consensus de Washington, va lui aussi proposer une stratégie nationale de développement en actualisant les apports structuralistes et dépendantistes afin de répondre au défi d'une mondialisation qui n'a pas supprimé le rôle des États-nations comme le suggéraient les approches néo-libérales fondant le consensus de Washington, mais où ceux-ci se concurrencent économiquement par l'intermédiaire de leurs firmes.

1.2. Les racines macroéconomiques du développementisme

Le développementisme, classique ou nouveau, s'oppose clairement à la théorie néo-classique. Il met certes l'accent sur le développement économique mais récuse l'idée, défendue en son temps par Rostow (1960) et qui est à la base des politiques néo-libérales menées dans les PED depuis le début des années 1980, que le sous-

développement ne serait qu'un simple retard de développement. Il met en avant des causes structurelles au sous-développement. Prebisch (1950) et Singer (1950) ont montré, dans le cas des pays d'Amérique latine, qu'existait une tendance séculaire à la détérioration des termes de l'échange, c'est-à-dire que le prix de leurs exportations – constituées principalement de biens primaires et de ressources naturelles – avait tendance à diminuer relativement au prix de leurs importations – constituées de produits manufacturés. Cette situation engendre des déséquilibres de la balance des paiements et rend les PED dépendants des financements extérieurs.

Pour les structuralistes, c'est au moyen de stratégies d'industrialisation par substitution d'importations – on cherche à produire localement ce que l'on importait jusqu'alors – que les PED pourront sortir de cet écueil et se libérer de cette contrainte externe. Une telle politique d'industrialisation vise à transférer de la main d'œuvre du secteur primaire, caractérisé par une faible valeur ajoutée, vers le secteur manufacturé où la valeur ajoutée est plus forte.

L'approche par la dépendance, en particulier sa version « dépendante-associée », avance que le centre n'est pas opposé à l'industrialisation de la périphérie, preuve en est que nombre de multinationales installent des unités de production dans les PED. Cela crée cependant des effets pervers en concentrant les revenus dans les mains des classes collaboratrices et installe un système dans lequel la croissance est financée par des capitaux extérieurs, notamment par le biais des investissements directs étrangers. Dans un tel cas, le risque est grand de favoriser ce que Kalecki et Sachs (1996) nomment une « croissance perverse », c'est-à-dire une croissance tirée par la production de biens non essentiels – de « luxe » – qui déséquilibrent l'économie et conduisent à une croissance de court terme qui affecte les perspectives futures de croissance. Dans ce cas, en effet, les investissements mobilisent les biens d'équipement, les produits intermédiaires et de première nécessité qui font défaut et ne peuvent de ce fait augmenter la capacité de production de biens jugés plus utiles au développement.

Si l'État a assurément un rôle important à jouer, le développementisme s'écarte à la fois du libéralisme économique et de l'étatisme et promeut l'étude d'économies mixtes – que Kalecki (1964) qualifiait également de « régimes intermédiaires » –, définies par une intervention modérée de l'État dans l'économie. Cet État-nation doit éviter de tomber dans une forme de dépendance et doit au contraire être le garant de la mise en œuvre d'une stratégie nationale qui organise la compétition et la coopération entre les différents groupes sociaux d'une société.

Une telle stratégie ambitionne de transformer des pays préindustriels en pays à revenu moyen ayant réalisé leur « révolution capitaliste ». Sa réussite suppose de s'affranchir de l'impérialisme moderne qui, tant sous sa forme industrielle que sous sa forme financière, représente un obstacle externe majeur au développement.

2. Le renouveau du développementisme

Le retournement idéologique opéré au début des années 1980 ouvre une ère néo-libérale dont le consensus de Washington est la traduction, en termes de politique économique, de cette « orthodoxie libérale » qui s'impose alors et demeure encore aujourd'hui dominante. Sous couvert de mondialisation, elle fait croire à une perte d'influence irrémédiable des États-nations. Le nouveau développementisme, qui ambitionne d'ouvrir une nouvelle voie entre le développementisme classique et l'orthodoxie libérale, réaffirme le caractère national des stratégies de développement (2.1.)⁵ tout en mettant l'accent sur la question du taux de change (2.2.) et celle du financement du développement (2.3.).

2.1. Le nouveau développementisme ou le « troisième discours »⁶

Le nouveau développementisme fait son apparition au début des années 2000. Il entend proposer une alternative à l'orthodoxie libérale tout en réorientant l'analyse développementiste classique. Tandis que les partisans du consensus de Washington répétaient inlassablement que la mondialisation condamnait l'action des États-nations, le nouveau développementisme la voit comme « le stade du capitalisme où, pour la

⁵ On assiste en effet aujourd'hui à un retour de ces stratégies nationales dans les discours de nombreux PED ainsi que dans certains travaux de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Cela peut s'expliquer par le contexte de crise que vivent ces pays combiné aux échecs relatifs des expériences basées sur le régionalisme.

⁶ L'expression est celle de Bresser-Pereira (2009a).

première fois, les États-nations couvrent le monde entier et se concurrencent économiquement par l'intermédiaire de leurs firmes » (Bresser-Pereira, 2009a, p.76). Ainsi, le nouveau développementisme entend rompre avec l'orthodoxie libérale sur trois points : premièrement, en renouant avec les approches structuralistes et dépendantistes, il considère tout d'abord que « les politiques économiques et les institutions doivent être formulées et mises en place avec comme principal critère la défense de l'intérêt national, et comme acteurs chaque citoyen du pays » (Bresser-Pereira, 2009a, p.76-77) ; deuxièmement, il considère que le développement national doit privilégier le recours à un mode de financement interne ; enfin, troisièmement, il souhaite neutraliser la tendance à la surévaluation cyclique et de long terme du taux de change afin de favoriser la compétitivité interne et externe des entreprises nationales (Bresser-Pereira 2015).

Le nouveau développementisme se livre également à une critique méthodologique de la théorie néo-classique sur laquelle repose l'orthodoxie libérale. Il rejette la méthode hypothético-déductive – certes adaptée aux mathématiques – utilisée par une orthodoxie désireuse de bâtir une science économique toujours plus proche des sciences exactes afin de mettre en évidence des lois « naturelles » en économie. L'économie étant une science sociale dont la vocation est de décrire le réel, le nouveau développementisme adopte une approche historico-déductive, qui est à la base de l'économie politique et dont l'objectif n'est pas d'atteindre un illusoire optimum mais, plus modestement, de concevoir des politiques économiques satisfaisantes.

S'il entend renouer avec les approches structuralistes et dépendantistes fondant le développementisme classique, le nouveau développementisme s'en démarque toutefois sur un certain nombre de points. De manière générale, il s'adresse plus particulièrement à des pays à revenu moyen, que l'on peut assimiler aux pays émergents, tandis que le développementisme classique centrait son analyse sur les pays n'ayant pas encore accompli leur révolution capitaliste, c'est-à-dire n'étant pas très avancés dans leur processus d'industrialisation, concluant alors que c'est le dualisme des économies des PED qui les distingue principalement des pays développés. En centrant son analyse sur les pays émergents, le nouveau développementisme considère quant à lui que le principal point de rupture entre pays développés et en développement est à trouver du côté de ce que l'on nomme le « pêché originel », c'est-à-dire le fait que les PED s'endettent non dans leur propre monnaie mais en monnaies étrangères, qu'ils ne peuvent ni émettre ni dévaloriser (Ponsot, 2015).

Surtout, le nouveau développementisme conditionne le succès de stratégies nationales de développement à l'existence d'une bourgeoisie nationale défendant l'intérêt national. En cela, il rejoint les structuralistes mais rejette les approches dépendantistes pour lesquelles les élites nationales ne sont que les relais de l'impérialisme, comme c'est le cas pour la variante « associée-dépendante » et celle basée sur l'exploitation. Seule l'interprétation « nationale-dépendante », avec une bourgeoisie industrielle à l'attitude ambiguë, parfois dépendante, parfois désireuse de bâtir une industrie nationale et coopérant avec l'État-nation, est compatible avec le nouveau développementisme.

Si le développementisme classique et le nouveau développementisme puisent leur inspiration dans la macroéconomie (post) keynésienne, plusieurs différences marquantes peuvent être relevées. Le développementisme classique, qui inspirera la mise en œuvre de stratégies d'industrialisation par substitution d'importations, prône un modèle de développement plus autocentré recourant à une planification indicative de l'économie et reposant sur la protection des industries naissantes. Avec une vision plus tournée vers l'extérieur, le nouveau développementisme considère quant à lui que la planification doit se limiter aux secteurs non compétitifs, comme celui des infrastructures par exemple. S'il n'est pas protectionniste, il n'accepte pas pour autant une ouverture inconsidérée des économies des PED. De manière générale, il accorde une plus grande importance aux politiques macroéconomiques qu'aux politiques industrielles.

Le nouveau développementisme met l'accent sur une gestion budgétaire raisonnable et rejette toute forme de « populisme » en la matière. Il condamne ainsi les politiques menées en Amérique latine dans les années 1980, fondées sur de larges déficits publics et une forte inflation et contraires au message de Keynes comme à celui des pionniers du développementisme – Prebisch et Furtado notamment. En effet, une gestion trop laxiste des finances publiques et de l'inflation mine la confiance des créanciers, nationaux comme internationaux, et fragilise l'action future de l'État dont le rôle est pourtant stratégique.

De manière générale, le nouveau développementisme accorde un rôle plus central au taux de change et au solde des échanges extérieurs alors que le développementisme classique mettait l'accent sur le taux d'intérêt et le solde budgétaire. Il considère également que le développement national doit privilégier le recours à un mode de

financement interne favorisant des taux d'intérêt modérés, un point relativement négligé par les développementistes classiques.

Dès lors, la macroéconomie promue par le nouveau développementisme doit assurer un taux de profit satisfaisant pour les entreprises et compatible avec un niveau de salaires acceptable pour la population – ce qui n'est possible qu'avec un taux de change compétitif, c'est-à-dire non surévalué à long terme.

2.2. Taux de change

Le nouveau développementisme se situe à mi-chemin entre un développementisme classique qui considérait l'État comme moteur de l'économie devant corriger les imperfections du marché et une orthodoxie libérale pour qui le marché représente l'institution de coordination optimale et qui restreint l'action de l'État à ses fonctions régaliennes. Il considère que doivent coexister un marché fort et un État fort. Partant de l'idée que la mondialisation est un système de compétition entre États par firmes interposées, la position de l'État doit être renforcée afin qu'il puisse fournir aux entreprises nationales les conditions pour devenir compétitives au niveau international.

Pour ce faire, l'État, en tant que garant de la mise en œuvre d'une stratégie nationale de développement, doit éviter deux écueils principaux, qui sont d'ailleurs liés : un taux de change surévalué et un recours excessif au financement extérieur.

La surévaluation du taux de change, caractéristique de nombreux pays émergents, permet certes de limiter l'inflation en raison d'une baisse du prix des importations mais pénalise les exportations, donc la compétitivité internationale de ces pays, tout en creusant le déficit de la balance des transactions courantes, entraînant ainsi un recours croissant aux capitaux étrangers pour financer ce déséquilibre. Cette surévaluation du taux de change revêt aujourd'hui un caractère structurel car, dans un capitalisme de plus en plus financiarisé, le taux de change dépend plus des mouvements de capitaux que des échanges commerciaux. Ainsi, tant que les investisseurs pensent qu'un pays est sain, et ils le croiront tant que leurs capitaux seront bien rémunérés, ils investiront dans ce pays et participeront à la surévaluation du taux de change.

La surévaluation du taux de change trouve son origine dans la « maladie hollandaise » ainsi que dans la volonté d'attirer des capitaux étrangers pour financer le

développement via des taux d'intérêt élevés. Le concept de « maladie hollandaise » a été mis en évidence dans les années 1960 quand la découverte de gisements de gaz naturel aux Pays-Bas a entraîné une hausse de leurs exportations gazières, ce qui a valorisé leur taux change et menacé leur industrie manufacturière. Par extension cette « maladie hollandaise », que l'on qualifie également de « malédiction des ressources naturelles », va correspondre à la situation d'un pays disposant de ressources naturelles abondantes dont l'exploitation et la vente va entraîner une appréciation du taux de change compatible avec la poursuite de l'exploitation de ces ressources naturelles. Une telle situation peut devenir durable lorsqu'elle se traduit par un excédent des échanges commerciaux et ainsi bloquer l'industrialisation de secteurs qui apparaissent non compétitifs avec un tel niveau du taux de change, voire même provoquer un mouvement de désindustrialisation (Bresser-Pereira, 2009a ; Berr et Ponsot, 2015). Cette « maladie hollandaise » – qui caractérise de nombreux PED, à l'exception notable des pays d'Asie du sud-est qui ont réussi leur « rattrapage » – constitue donc une défaillance de marché importante qu'il convient de dépasser par une action volontariste de l'État⁷.

Ainsi, en accord avec les principes fondamentaux de la macroéconomie développementiste, le nouveau développementisme distingue deux équilibres du taux de change : l'« équilibre courant », qui équilibre de manière intertemporelle les transactions courantes du pays et qui est donc aussi le taux de marché ; et l'« équilibre industriel », qui permet à un pays de produire des biens exposés à la concurrence internationale sans recours à des droits de douane ou à des subventions. C'est vers ce second taux de change qu'il faut tendre afin de neutraliser la « maladie hollandaise » car il permet aux entreprises utilisant les meilleures technologies disponibles d'être compétitives et profitables (Bresser-Pereira, 2009a, p.131)⁸.

Si cette tendance à la surévaluation du taux de change résulte de la « maladie hollandaise », elle est aussi le produit de trois politiques économiques que les pays en

⁷ En résumé, nous pouvons dire que « la « maladie hollandaise » est le résultat de rentes ricardiennes liées à des ressources naturelles abondantes produisant un taux de change compatible avec un équilibre à long terme des transactions courantes, mais limitant la compétitivité des biens « échangeables » (autres que les biens primaires exportés), quand bien même ceux-ci utiliseraient la meilleure technologie disponible au monde » (Bresser-Pereira, 2009a, p.117).

⁸ À titre d'exemple, l'industrialisation du Brésil, des années 1930 aux années 1980, a été rendue possible car ce pays a réussi à neutraliser la « maladie hollandaise » en ayant recours à des taux de change multiples tout en imposant des droits de douane élevés sur ses importations et en subventionnant ses exportations. Par la suite, l'application du consensus de Washington, reposant sur l'ouverture commerciale et financière, a conduit à l'abandon de ces mécanismes et causé une forte baisse du taux croissance économique du pays.

développement adoptent habituellement : une politique de croissance basée sur des financements externes – reposant donc sur un déficit de la balance des transactions courantes et un endettement en devises –, une politique d’ancrage du taux de change afin de contrôler l’inflation, et une politique monétaire privilégiant des taux d’intérêt élevés. Sortir du cadre de ces politiques suppose de remettre en cause la primauté du financement externe dans les politiques de développement.

2.3 Financement du développement

Si le recours excessif au financement extérieur peut apparaître comme une conséquence d’un taux de change surévalué, dans le cas où celui-ci entraîne des déficits chroniques de la balance des transactions courantes, il en est surtout une des principales causes. Partant de l’idée que les PED ne disposent pas d’une épargne suffisante, l’orthodoxie libérale privilégie le recours à des financements extérieurs, au mépris de l’expérience historique qui montre que les pays riches ont pu se développer grâce à des financements internes. Cette stratégie, qui fonde les politiques issues du consensus de Washington, justifie l’ouverture grandissante des économies des PED et se traduit par une hausse des taux d’intérêt destinée à attirer les capitaux. L’augmentation des taux d’intérêt et la surévaluation du taux de change qui en découle peuvent, en limitant l’inflation, engendrer une hausse des revenus réels favorables à la consommation. Mais l’investissement et les exportations, tout comme les profits, sont pénalisés, ce qui fragilise la compétitivité des entreprises nationales et obère les perspectives de croissance et le niveau de la demande effective.

Keynes et Kalecki avaient déjà en leur temps mis en garde contre le recours abusif au financement extérieur et ses conséquences en matière de perte de souveraineté. Dans *Les conséquences économiques de la paix* (1919), Keynes se livre à un réquisitoire contre le traité de Versailles qui statue sur le sort de l’Allemagne vaincue. Il considère en particulier que le recours au financement extérieur installe une relation de domination dont on ne peut sortir qu’en substituant un financement interne à un financement externe, ce qui préfigurerait selon lui des relations internationales plus saines :

« Une nation débitrice n’aime pas son créancier (...). Dans le cas d’une dette intérieure, les parties intéressées sont à la fois débitrices et créancières, et le débat ne porte que

sur la répartition de la richesse à l'intérieur du pays. Il n'en va pas ainsi des dettes extérieures, et les nations créditrices peuvent assez rapidement estimer que leurs intérêts sont malencontreusement liés au maintien d'une forme particulière de gouvernement ou d'organisation économique dans les pays débiteurs » (Keynes, 1919, p. 268).

Kalecki met également en garde contre l'impact négatif du financement extérieur, en particulier lorsque celui-ci se pérennise afin de financer un déséquilibre persistant du commerce extérieur. Outre le fait qu'il peut s'avérer difficile d'attirer des flux de capitaux étrangers toujours plus importants, que ce soit sous la forme d'emprunt ou d'investissement direct étranger, des conséquences d'ordre politique sont à craindre – notamment lorsque des firmes multinationales peuvent agir comme de puissants groupes de pression – qui s'avèrent incompatibles avec la mise en œuvre d'une stratégie nationale de développement efficace (Kalecki et Sachs, 1966).

Afin de remédier à ces maux qui bloquent, ou au moins freinent, le développement des économies des PED, le nouveau développementisme, à l'instar de Keynes et de Kalecki notamment, prône l'adoption de stratégies basées principalement sur le financement interne afin de limiter les effets négatifs d'un endettement en devises qui renforce la domination des créanciers⁹. Mais, pour le nouveau développementisme, ces stratégies doivent également respecter les quatre conditions suivantes : une politique budgétaire non laxiste, c'est-à-dire ne reposant pas sur des déficits publics importants et durables ; des taux d'intérêt modérés ; une balance des transactions courantes équilibrée ; et un taux de change compétitif.

Dans ce cadre d'analyse, le taux de change et le solde de la balance des transactions courantes apparaissent comme les variables centrales et la lutte contre la surévaluation du taux de change est une priorité. Cela peut se faire quel que soit le régime de change mais suppose que le taux de change soit géré, soit en maintenant les taux d'intérêt à un bas niveau, soit en rejetant les politiques de croissance reposant sur des financements externes, soit en acquérant des réserves internationales en devises, soit en taxant les biens à l'origine de la « maladie hollandaise », soit enfin en imposant des contrôles sur les mouvements de capitaux (Bresser-Pereira, 2009a, p.136).

⁹ Cela suppose aussi de s'interroger sur le niveau d'endettement soutenable pour les PED et de redéfinir la façon dont on l'appréhende (Berr et Combarous, 2007b).

Conclusion

Les approches développementistes présentent assurément une filiation avec le paradigme post keynésien. C'est très vrai concernant les structuralistes dont le chef de file, Raúl Prebisch, était surnommé le Keynes latino-américain, un peu moins concernant les diverses approches dépendantistes qui se réfèrent plus au marxisme. Le nouveau développementisme est aussi inspiré par le post keynésianisme et s'est construit, comme le développementisme classique, en opposition à l'orthodoxie libérale. Il propose toutefois un renouveau de l'approche développementiste afin de l'adapter au contexte de mondialisation dans lequel nous vivons actuellement. Ainsi, là où le développementisme classique mettait l'accent sur le dualisme des économies des PED et prônait une politique industrielle basée sur la protection des industries naissantes, le nouveau développementisme, à partir d'une analyse centrée sur les pays émergents et résolument plus tourné vers les échanges extérieurs, pointe la surévaluation du taux de change et le recours abusif au financement extérieur comme étant les principaux maux de ces pays.

Références bibliographiques

- Berr E., Combarous F. (2005), « Vingt ans d'application du consensus de Washington à l'épreuve des faits », *Économie appliquée*, tome LVIII, n°2, p.5-44.
- Berr E., Combarous F. (2007a), « The false promises of the (second) Washington consensus : Evidence from Latin America and the Caribbean (1990-2003) », *Brazilian Journal of Political Economy*, vol.27, n°4, p.525-545.
- Berr E., Combarous F. (2007b), « Une autre lecture de la soutenabilité de la dette », *Revue Tiers monde*, n°192, p.789-813.
- Berr E., Ponsot J.-F. (2015), « Coopération Sud-Sud et financement du développement: la relation Chine-Amérique du Sud face aux enjeux du développement soutenable », *Mondes en développement*, vol.43, n°169, p.61-76.

- Bresser-Pereira L.C. (2004), « La politique macroéconomique brésilienne (1994-2003) et le Second Consensus de Washington », *Problèmes d'Amérique latine*, n°53, p.81-104.
- Bresser-Pereira L.C. (2009a), *Mondialisation et Compétition*, Paris, La Découverte.
- Bresser-Pereira L.C. (2009b), « Amérique latine : de l'interprétation nationaliste à l'interprétation par la dépendance », *Revue Tiers monde*, n°199, p.533-546.
- Bresser-Pereira L.C. (2015), « The access to demand », *Keynesian Brazilian Review*, vol.1, n°1, p.35-43.
- Bresser-Pereira L.C., Oreiro J.L., Marconi N. (2014), *Developmental Macroeconomics*, Londres, Routledge.
- Bresser-Pereira L.C., Varela C. (2004), « The second Washington consensus and Latin America's quasi- stagnation », *Journal of Post Keynesian Economics*, vol. 27, n° 2, p. 231-250.
- Cardoso F.H., Faletto E. (1978), *Dépendance et développement en Amérique latine*, Paris, PUF.
- Emmanuel A. (1969), *L'échange inégal, essai sur les antagonismes dans les rapports économiques internationaux*, Paris, Maspero.
- Frank A.G. (1969), *Le développement du sous-développement*, Paris, Maspero.
- Furtado C. (1970), *Théorie du développement économique*, Paris, PUF.
- Kalecki M. (1964), « Observations on social and economic aspects of 'intermediate regimes' », in Osiatynski J. (éd.), 1993, *Collected works of Michal Kalecki*, vol. V, Developing economies, Oxford, Clarendon press, p.6-12.
- Kalecki M., Sachs I. (1966), « Formes d'aide étrangère. Une analyse économique », in Sachs I. (1977), *Pour une économie politique du développement*, Paris, Flammarion, p.120-151.
- Keynes J.M. (1919), *Les conséquences économiques de la paix*, Paris, Gallimard, 2002.
- Meier G.M., Seers D. (éd.) (1988), *Les pionniers du développement*, Paris, Économica.
- Ponsot J.-F. (2015), « Original Sin », in L.-P. Rochon et S. Rossi (eds), *The Encyclopedia of Central Banking*, Cheltenham, Edward Elgar, p.392-394.

- Prebisch R. (1950), *Le développement économique de l'Amérique latine et ses principaux problèmes*, New-York, Nations-Unies.
- Rostow W.W. (1960), *Les étapes de la croissance économique : un manifeste non communiste*, Paris, Seuil.
- Osiatynski J. (éd.) (1993), *Collected Works of Michal Kalecki*, vol.V, Developing Economies, Oxford, Clarendon Press.
- Singer H. (1950), « The Distribution of Gains Between Investing and Borrowing Countries », *American Economic Review*, vol.40.
- Williamson J. (1990), « What Washington means by policy reform », in Williamson J. (éd.), *Latin America adjustment : how much has happened ?*, Washington, Institute for International Economics.